

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2025-04-01
du 01 AVR. 2025
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière et de ses
installations annexes exploitées par la société GRANULATS VICAT
sur la commune de Barraux**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Mme Catherine SEGUIN, préfète de l'Isère ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDPP-ENV-2016-07-05 du 1^{er} juillet 2016 autorisant la société GRANULATS VICAT à exploiter, pour une durée de vingt-cinq ans, une carrière de matériaux fluvio-glaciaires et des installations de traitement des matériaux avec lavage au lieu-dit « la Gâche » sur la commune de Barraux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2019-05-06-003 du 6 mai 2019 portant renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial permettant à la société GRANULATS VICAT d'occuper la rive droite de l'Isère pour l'édification des parties d'ouvrages comprenant, notamment, les tuyaux nécessaires à la prise d'eau pour 200 mètres linéaires ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-IC-2019-08-22 du 7 août 2019 modifiant les conditions de prélèvements d'eau pour la carrière exploitée par la société GRANULATS VICAT sur la commune de Barraux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°21-520 du 8 décembre 2021 portant approbation du Schéma Régional des Carrières (SRC) de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n°22-064 du 21 mars 2022 du préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-09 du 12 avril 2023 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société GRANULATS VICAT au lieu-dit « La Gâche » sur la commune de Barraux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2024-11-25-00051 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Jean-Luc DELRIEUX, directeur départemental de la protection des populations de l'Isère ;

Considérant le dossier de porter à connaissance pour la « modification des conditions d'exploitation de la carrière de « La Gâche » sur la commune de Barraux - sécurisation de la prise d'eau dans l'Isère » transmis, par courriel du 6 septembre 2024, par la société GRANULATS VICAT ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 10 décembre 2024 ;

Considérant le courriel du 27 décembre 2024 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant la réponse de l'exploitant du 1^{er} avril 2025 indiquant l'absence d'observation ;

Considérant que la demande de la société GRANULATS VICAT vise à sécuriser le dispositif de pompage dans l'Isère vis-à-vis des conditions d'étiage ;

Considérant en particulier l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

Considérant que la demande n'est pas une extension et que le projet ne constitue pas une modification substantielle au titre du 1^o et du 3^o de l'article R.181-46-I du code de l'environnement ;

Considérant l'avis de la direction départementale des territoires (DDT) de l'Isère, en date du 17 octobre 2024, et la prise en compte par le pétitionnaire des observations techniques de l'office français de la biodiversité (OFB) et du syndicat mixte des bassins hydrauliques de l'Isère (SYMBHI) ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (C.D.N.P.S.) « formation carrières » ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°DDPP-ENV-2016-07-05 du 1^{er} juillet 2016 susvisé, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-09 du 12 avril 2023 susvisé, autorisant la société GRANULATS VICAT (SIRET n°768 200 255 00489), dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès - Les Trois Vallons - 38080 L'Isle d'Abeau, à exploiter une carrière au lieu-dit « La Gâche » sur la commune de Barraux (38530), est complété par les dispositions des articles 2 à 6 du présent arrêté.

Il est donné acte à la société GRANULATS VICAT de son porter à connaissance relatif aux travaux de sécurisation de la prise d'eau de l'Isère alimentant la carrière de Barraux et ses installations de traitement, au lieu-dit « la Gâche » sur la commune de Barraux, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants concernant les travaux de sécurisation du point de prélèvement des eaux dans l'Isère.

Article 2 : Information préalable au commencement des travaux

La société GRANULATS VICAT doit informer le service environnement de la direction départementale des territoires (DDT) de l'Isère en charge de la police de l'eau (par courriel à l'adresse suivante : ddt-spe@isere.gouv.fr) et l'office français de la biodiversité (OFB) (par courriel à l'adresse suivante : sd38@ofb.gouv.fr), au moins quinze jours ouvrés avant le début des travaux, des dates prévisionnelles de début et fin de travaux, et du nom de la ou des personnes morales ou physiques retenues pour l'exécution des travaux.

Elle les informera également de la date réelle de fin de chantier et des principales phases de celui-ci.

Article 3 : Engagement du pétitionnaire

La société GRANULATS VICAT veille à respecter l'intégralité des engagements contenus dans son dossier de porter à connaissance susvisé, relatif aux travaux de sécurisation de la prise d'eau dans l'Isère, transmis par courriel le 6 septembre 2024 par la société GRANULATS VICAT.

Article 4 : Prescriptions générales

Les travaux de sécurisation de la prise d'eau dans l'Isère de la carrière de Barraux, objet du présent arrêté, sont réalisés conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance susvisé, transmis par courriel le 6 septembre 2024 par la société GRANULATS VICAT.

Le dispositif de prélèvement est constitué d'une conduite de 70 mètres linéaires composée d'une longueur de type « drain » recouvert de matériaux avec une crépine pour protéger l'entrée de la conduite. A l'issue des travaux, la morphologie et la bathymétrie du lit ne doivent pas être modifiées, aucun obstacle ne doit entraver l'écoulement des crues et aucun enrochement ne doit être présent.

Durant le chantier, la zone de travaux est mise hors d'eau par la mise en place d'un batardeau fusible constitué des matériaux de l'Isère et dispose d'un bassin de décantation des eaux de fouille.

Un écologue balise la zone abritant la petite massette utilisée par le SYMBHI pour les mesures compensatoires à mettre en place dans le cadre des travaux de déplacement des digues de l'Isère.

Article 5 : Prescriptions spécifiques

Les travaux de sécurisation de la prise d'eau de l'Isère doivent être réalisés durant une période permettant de limiter l'impact sur les frayères, durant une période où des débits permettent les

travaux derrière les batardeaux dimensionnés dans le dossier, et en s'assurant de ne pas cumuler des impacts sur l'Isère avec d'autres projets déjà autorisés.

Les travaux doivent commencer au plus tôt à la fin de l'été, dès que les conditions citées précédemment le permettent, et au plus tard le 15 octobre.

Une veille hydro-météorologique doit être mise en place durant toute la durée de présence des batardeaux dans le cours d'eau et un protocole d'intervention en cas de risque de crue supérieure à la côte des batardeaux doit être défini et appliqué pour préserver les personnes et les enjeux environnementaux.

Des précautions doivent être mises en place durant le chantier pour éviter toute contamination par des espèces exotiques envahissantes (EEE). En présence d'EEE, un suivi et un arrachage doivent être effectués pendant trois ans à partir de la fin du chantier.

Article 6 : Fin de travaux

Un compte-rendu des travaux exécutés sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois après la fin de travaux.

Article 7 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Barraux et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Barraux pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 8 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision, est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Barraux sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GRANULATS VICAT.

Pour la préfète et par délégation,
le directeur départemental
de la protection des populations,



Jean-Luc DELRIEUX

